

15 MARS 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions pour les centres de jour

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse;

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi de subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 fixant la part variable des subventions pour frais de prise en charge des jeunes;

Vu l'avis du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné le 7 octobre 1998;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 11 décembre 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 décembre 1998;

Vu la délibération du Gouvernement du 4 janvier 1999 sur la demande d'avis du Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 26 février 1999, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Champ d'application*

Article 1^{er}. Les conditions particulières d'agrément et d'octroi de subventions pour les centres de jour visés parmi les institutions offrant un hébergement aux jeunes, mentionnés aux articles 1, 14° et 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, sont fixées par le présent arrêté.

CHAPITRE II. — *Les missions*

Art. 2. § 1^{er}. Le centre de jour a pour mission d'apporter une aide éducative par l'accueil en journée et la guidance dans leur milieu familial de vie, aux jeunes définis à l'article 1^{er}, 1° et 2° du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse ou à l'article 36, 4° de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse.

Par aide éducative, on entend toute forme d'aide ou d'action éducative permettant d'améliorer les conditions d'éducation des jeunes quand celles-ci sont compromises soit par le comportement du jeune, soit par les difficultés rencontrées dans l'exécution de leurs obligations parentales par les personnes qui assument en fait la garde du jeune, à l'exception des personnes privées à qui la garde du jeune est confiée en application du décret précité ou de la loi du 8 avril 1965 relative à l'aide à la jeunesse.

§ 2. Le centre de jour doit assurer un fonctionnement, notamment en soirée, de minimum six jours par semaine. Le projet pédagogique du centre de jour précise les horaires de fonctionnement du service.

Art. 3. § 1^{er}. Le centre de jour travaille sous mandat d'une instance de décision qui est le conseiller de l'aide à la jeunesse ou le directeur de l'aide à la jeunesse ou le tribunal de la jeunesse, dans le cadre de l'application du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse ou de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse.

§ 2. Le nombre de situations visées par le projet pédagogique du centre de jour est fixé à 12.

§ 3. Un mandat ne peut concerner plus d'un jeune. Le mandat précise le nom du jeune, les objectifs poursuivis, ses motifs et sa durée, la nature des frais qui peuvent être engagés et s'il échet, les obligations des débiteurs d'aliments. La durée du mandat est au maximum de six mois. Par décision motivée, l'instance de décision peut renouveler le mandat.

§ 4. Le centre de jour adresse au minimum un premier rapport à l'instance de décision, dans les deux mois qui suivent la date du mandat, et ensuite avant la fin du mandat. L'instance de décision peut en tout temps demander un rapport complémentaire.

Ces rapports contiennent une analyse de la situation, de son évolution et tout élément permettant à l'instance de décision d'évaluer l'adéquation de l'aide apportée.

Lorsque le centre de jour est mandaté par le tribunal de la jeunesse, il transmet copie des rapports au service de protection judiciaire.

Art. 4. Le centre de jour est autorisé, en plus des situations visées à l'article 3, § 2 à accueillir d'autres jeunes qui lui sont confiés par une personne physique ou une autre personne de droit public ou par un tribunal, pour des situations qui ne relèvent pas du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse ou de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse.

La prise en charge des autres jeunes visés au § 1^{er} ne peut en aucun cas justifier un refus de prise en charge d'un mandat tel que visé à l'article 3, § 1^{er}.

Art. 5. Pour l'application du présent arrêté, par nombre de situations visées par le projet pédagogique, il faut entendre le nombre moyen de situations pouvant être traitées simultanément.

Le nombre de situations effectives est déterminé par les mandats confiés au service. Le début de la prise en charge correspond à la date du mandat.

CHAPITRE III. — *Le subventionnement*

Section 1re. — Subventions pour frais de personnel

Art. 6. § 1^{er}. La subvention annuelle provisionnelle pour frais de personnel visée aux articles 31 à 33 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi de subventions pour les services visés à l'article 43 et 50 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse est accordée aux centres de jour sur base des normes de référence suivantes :

1° 2,5 éducateurs;

2° 0,5 psycho-social;

3° 0,5 administratif;

4° 0,5 technique;

5° 1 directeur si le service est le seul projet pédagogique agréé relevant du pouvoir organisateur ou, si le service est agréé pour plusieurs projets pédagogiques, un coordinateur ou, s'il échet, un membre du personnel de direction supplémentaire visé à l'article 7, § 1^{er}, c) de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi de subventions pour les services d'accueil et d'aide éducative.

§ 2. Pour le calcul de la subvention visée au § 1^{er}, il est tenu compte des charges calculées sur la base de l'article 31, § 1^{er}, 1° à 6° de l'arrêté visé au § 1^{er}.

Art. 7. Pour la justification de la subvention annuelle provisionnelle visée à l'article précédent, seules les fonctions suivantes sont prises en considération dans les catégories de personnel reprises à l'annexe 3 de l'arrêté visé à l'article 6, § 1^{er} :

A. Personnel éducateur : toutes les fonctions.

B. Personnel psycho-social : assistant social ou auxiliaire social ou assistant en psychologie ou tous les licenciés possédant une des cinq licences mentionnées à l'annexe 3 précitée, hormis la licence en droit.

C. Personnel administratif : commis, rédacteur ou économiste.

D. Personnel de direction : directeur avec le barème A ou coordinateur.

E. Personnel technique : personnel technique.

Section 2. — Subventions pour frais de fonctionnement

Art. 8. La subvention annuelle provisionnelle pour frais de fonctionnement visée aux articles 35 et 36 de l'arrêté visé à l'article 6, § 1^{er} est accordée au centre de jour sur la base d'un montant de FB 862 000 indexables. Cette subvention couvre également, pour les centres de jour, les frais d'éducation et d'activités éducatives.

Section 3. — Subventions pour frais variables

Art. 9. § 1^{er}. Par dérogation à l'arrêté du 15 mars 1999 fixant la part variable des subventions pour frais de prise en charge des jeunes, la part variable visée à l'article 2, 2° alinéa de l'arrêté précité couvre, pour les centres de jour, uniquement les frais d'alimentation et de soins courants et uniquement les journées de présence effective du jeune, sans assimilation possible. Le montant de la subvention est fixée à FB 200 par jeune et par jour, pour couvrir les dépenses dans le respect des modalités fixées par le mandat visé à l'article 3, § 3.

§ 2. Le mandat visé à l'article 3 précise la nature des frais visés au § 1^{er} et s'il échet, la participation financière des débiteurs d'aliments à la prise en charge de ces frais. Le centre de jour doit, si le mandat le détermine, obtenir directement le remboursement de ces frais en tout ou partie, auprès des débiteurs d'aliments.

Les montants versés par le débiteur d'aliments sont portés en déduction des subventions visées au § 1^{er} allouées pour le jeune.

Section 4. — Dispositions financières particulières

Art. 10. § 1^{er}. Pour chaque situation visée à l'article 4, alinéa 1^{er} les frais d'accueil du jeune sont pris en charge par la personne physique ou l'autorité publique qui sollicite le service ou, le cas échéant, si l'accueil relève d'une décision d'un tribunal, par les personnes privées ou les débiteurs d'aliments ou par toute personne morale de droit public amenée à intervenir dans l'exécution de la décision du tribunal.

§ 2. Le coût de la prise en charge visée au § 1^{er} est fixé à un prix horaire forfaitaire de FB 251 indexables.

§ 3. Le prix horaire visé au § 2 est porté à la connaissance des personnes publiques visées à l'article 4 et du tribunal de la jeunesse, préalablement à tout accueil.

§ 4. Le montant global annuel des prix horaires visés au § 2, après déduction d'un montant de FB 200 par journée de prise en charge pour les frais visés à l'article 9, est porté en déduction des subventions pour frais de personnel et de fonctionnement allouées au centre de jour, sauf si celui-ci justifie des dépenses réelles dans les deux catégories de frais précitées, supérieures aux subventions octroyées pour ces frais, pour organiser l'accueil des situations visées à l'article 4, § 1^{er}. Dans ce cas, la déduction est égale au montant des frais non inclus dans la partie des dépenses justifiées qui sont supérieures aux subventions précitées.

CHAPITRE IV. — Dispositions transitoires

Art. 11. Pendant les dix-huit mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour être agréé, le centre de jour doit être créé à partir d'un service qui était déjà agréé en application de l'arrêté de l'Exécutif du 7 décembre 1987 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services assurant l'encadrement de mesures pour la protection de la jeunesse.

Art. 12. Un agrément provisoire peut être accordé par le Ministre à des services entrant dans les conditions fixées à l'article 11 et qui ont introduit une demande d'agrément conformément aux procédures fixées par l'arrêté visé à l'article 6, § 1^{er} dans un délai de quatre mois à partir de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté. Cet agrément provisoire est d'une durée de 12 mois. Pour obtenir l'agrément provisoire, un avis favorable du Conseil d'arrondissement de l'aide à la jeunesse, sur la mise en oeuvre du projet pédagogique, doit être joint à la demande d'agrément.

CHAPITRE V. — Dispositions finales

Art. 13. Le Ministre ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 15 mars 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel,
de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

VERTALING

N. 99 — 1558

[C - 99/29256]

15 MAART 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de dagcentra

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming;

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 tot bepaling van het veranderlijk gedeelte van de toelagen voor de kosten voor tenlasteneming van jongeren;

Gelet op het advies van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd, gegeven op 7 oktober 1998;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 11 december 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 22 december 1998;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 januari 1999 over de aanvraag om advies aan de Raad van State, dat binnen een termijn van niet langer dan een maand moest worden uitgebracht;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 26 februari 1999, met toepassing van artikel 84, lid 1, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, tot wier bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied

Artikel 1. De bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de dagcentra die in aanmerking komen onder de instellingen die logement bezorgen aan de jongeren, vermeld in de artikelen 1, 14°, en 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, worden in dit besluit vastgelegd.

HOOFDSTUK II. — De opdrachten

Art. 2. § 1. Het dagcentrum heeft als opdracht aan de jongeren bedoeld bij artikel 1, 1° en 2° van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd of bij artikel 36, 4° van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, een educatieve hulp te verlenen door de dagopvang en de begeleiding in hun familiaal leefmilieu.

Onder educatieve hulp wordt verstaan elke vorm van hulpverlening of opvoedingsoptreden die toelaat de opvoedingssituaties van de jongeren te verbeteren wanneer deze bedreigd worden hetzij door het gedrag van de jongere, hetzij door de moeilijkheden in de uitvoering van hun ouderlijke verplichtingen door de personen die de jongere in feite onder hun bewaring hebben, behoudens de privé-personen aan wie zijn bewaring is toevertrouwd met toepassing van het voormeld decreet of van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming.

§ 2. Het dagcentrum moet, vooral 's avonds, ten minste zes dagen per week open zijn. Het opvoedingsproject van het dagcentrum vermeldt de uurregelingen voor de werking van de dienst.

Art. 3. § 1. Het dagcentrum werkt op mandaat van een beslissingsinstantie d.i. de adviseur voor de hulpverlening aan de jeugd of de directeur voor de hulpverlening aan de jeugd of de jeugdrechtbank, in het kader van de toepassing van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd of van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming.

§ 2. Het aantal situaties bedoeld bij het opvoedingsproject van het dagcentrum wordt vastgesteld op 12.

§ 3. Het mandaat mag niet op meer dan een jongere betrekking hebben. Het mandaat vermeldt de naam van de jongere, de nagestreefde doeleinden, de motieven en de duur, de aard van de kosten die eraan kunnen besteed worden en desgevallend, de verplichtingen van de personen die de levensonderhoud verschuldigd zijn. Het mandaat duurt ten hoogste zes maanden. Op met redenen omklede beslissing kan de beslissingsinstantie het mandaat hernieuwen.

§ 4. Het dagcentrum stuurt ten minste een eerste verslag naar de beslissingsinstantie binnen de twee manden die volgen op de datum van het mandaat, en vervolgens vóór het verstrijken van het mandaat. De beslissingsinstantie kan op gelijk welk ogenblik een bijkomend verslag vragen.

Deze verslagen bevatten een ontleding van de situatie, van haar evolutie en elk gegeven dat de beslissingsinstantie toelaat de adequatie van de bezorgde hulp te evalueren.

Wanneer het dagcentrum door de jeugdrechtbank gemandateerd wordt, zendt het een afschrift van de verslagen naar de dienst voor gerechtelijke bescherming.

Art. 4. Het dagcentrum is ertoe gemachtigd, naast de bij artikel 3, § 2 bedoelde situaties, andere jongeren hulp te bieden die hem door een natuurlijke persoon of een andere publiekrechtelijke persoon of door de jeugdrechtbank werden toevertrouwd voor situaties die niet vallen onder het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd of onder de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming.

De tenlasteneming van de andere jongeren bedoeld bij § 1 mag in geen geval een weigering van een tenlasteneming verantwoorden in het kader van een mandaat zoals bedoeld bij artikel 3, § 1.

Art. 5. Voor de toepassing van dit besluit moet verstaan worden onder aantal situaties beoogd door het opvoedingsproject het gemiddeld aantal situaties die gelijktijdig kunnen behandeld worden.

Het aantal effectieve situaties wordt bepaald door de mandaten toevertrouwd aan de dienst. De aanvang van de tenlasteneming stemt overeen met de datum van het mandaat.

HOOFDSTUK III. — *De betoelaging**Afdeling 1. — Toelagen voor personeelskosten*

Art. 6. § 1. De provisionele jaarlijkse toelage voor personeelskosten bedoeld bij de artikelen 31 tot 33 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij de artikelen 43 en 50 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, wordt aan de dagcentra toegekend op basis van de volgende verwijzingsnormen :

1° 2,5 opvoedend;

2° 0,5 psycho-sociaal;

3° 0,5 administratief;

4° 0,5 technisch;

5° 1 directeur indien de dienst het enig erkend opvoedingsproject is dat afhangt van de inrichtende macht of, indien de dienst erkend is voor verschillende opvoedingsprojecten, 1 coördinator of, desgevallend, een bijkomend lid van het leidend personeel bedoeld bij artikel 7, § 1, c) van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten voor opvang en educatieve hulpverlening.

§ 2. Voor de berekening van de in § 1 bedoelde toelage, wordt er rekening gehouden met de lasten berekend op basis van artikel 31, § 1, 1° tot 6° van het bij § 1 bedoeld besluit.

Art. 7. Voor de verantwoording van de provisionele jaarlijkse toelage bedoeld bij vorig artikel, komen enkel de volgende ambten in aanmerking in de personeelscategorieën vermeld in bijlage 3 van het bij artikel 6, § 1 bedoelde besluit :

A. Opvoedingspersoneel : alle ambten.

B. Psycho-sociaal personeel : maatschappelijk assistent of maatschappelijk assistent in de strafinrichtingen of assistent in de psychologie; de licentiaten houder van een van de vijf licenties vermeld in de voormelde bijlage 3, behoudens de licentie in de rechten;

C. Administratief personeel : klerk, opsteller of huismeester.

D. Directiepersoneel : directeur met de weddeschaal A of coördinator.

E. Technisch personeel : technisch personeel.

Afdeling 2. — Toelagen voor werkingskosten

Art. 8. De provisionele jaarlijkse toelage voor werkingskosten bedoeld bij de artikelen 35 en 36 van het bij artikel 6, § 1 bedoelde besluit wordt aan het dagcentrum toegekend op basis van een indexeerbaar bedrag van F 862 000. Die toelage dekt eveneens, voor de dagcentra, de opvoedingskosten en de kosten voor opvoedingsactiviteiten.

Afdeling 3. — Toelagen voor veranderlijke kosten

Art. 9. § 1. In afwijking van het besluit van 15 maart 1999 houdende vaststelling van het veranderlijk gedeelte van de toelagen voor kosten voor tenlasteneming van de jongeren, dekt het veranderlijk gedeelte bedoeld bij artikel 2, lid 2° van voormeld besluit, voor de dagcentra, enkel de voedingskosten en de gewone verzorging en enkel voor de dagen waarop de jongere werkelijk aanwezig was, zonder mogelijke gelijkstelling. Het bedrag van de toelage is vastgesteld op 200 F per jongere en per dag, om de uitgaven te dekken in naleving van de modaliteiten bepaald door het mandaat bedoeld bij artikel 3, § 3.

§ 2. Het bij artikel 3 bedoelde mandaat vermeldt de aard van de bij § 1 bedoelde kosten en desgevallend de financiële tegemoetkoming van de onderhoudsplichtigen in de betaling van die kosten. Het dagcentrum moet, indien het mandaat dit bepaalt, rechtstreeks de terugbetaling van die kosten, geheel of gedeeltelijk, van de onderhoudsplichtigen bekomen.

De bedragen gestort door de onderhoudsplichtigen worden in mindering gebracht van de toelagen bedoeld bij § 1 die voor de jongere werden toegekend.

Afdeling 4. — Bijzondere financiële bepalingen

Art. 10. § 1^{er}. Voor elke situatie bedoeld bij artikel 4, lid 1 worden de kosten voor opvang van de jongere ten laste genomen door de natuurlijke persoon of door de overheidsmacht die de dienst aanvraagt, of, desgevallend, indien de opvang afhangt van de beslissing van een jeugdrechtbank, door de privé-personen of de onderhoudsplichtigen of door iedere publiekrechtelijke persoon die verplicht wordt op te treden bij de uitvoering van de beslissing van de rechtbank.

§ 2. De kosten voor de tenlasteneming bedoeld bij lid 1 worden vastgesteld op een indexeerbare vaste prijs van F 251 per uur.

§ 3. De prijs per uur bedoeld bij lid 2 wordt ter kennis gebracht van de publiekrechtelijke personen bedoeld bij artikel 4 en van de jeugdrechtbank, voorafgaandelijk aan elke opvang.

§ 4. Het jaarlijks totaal bedrag van de prijzen per uur bedoeld bij lid 2, na aftrek van een bedrag van F 200 per dag tenlasteneming voor de kosten bedoeld bij artikel 9, wordt in mindering gebracht van de toelagen voor personeels- en werkingskosten toegekend aan het dagcentrum, tenzij het kan bewijzen dat het werkelijk uitgaven heeft gedaan in beide categorieën van voormelde kosten, die de voor deze kosten toegekende toelagen overschrijden om de opvang van de bij artikel 4, § 1 bedoelde situaties te organiseren. In dat geval is de mindering gelijk aan het bedrag van de kosten die niet inbegrepen zijn in het gedeelte van de verantwoorde kosten die voormelde toelagen overschrijden.

HOOFDSTUK IV. — *Overgangsbepalingen*

Art. 11. Gedurende de achttien maanden die volgen op de inwerkingtreding van dit besluit, moet het dagcentrum, om erkend te worden, opgericht zijn vanuit een dienst die reeds erkend was met toepassing van het besluit van de Executieve van 7 december 1987 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met de begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming.

Art. 12. Er kan en voorlopige erkenning door de Regering toegekend worden aan diensten die beantwoorden aan de bij artikel 11 bepaalde voorwaarden en die een erkenningsaanvraag hebben ingediend overeenkomstig de procedures bepaald bij het besluit bedoeld bij artikel 6, § 1 en binnen een termijn van vier maanden te rekenen vanaf de datum van inwerkingtreding van dit besluit. Deze voorlopige erkenning is geldig gedurende 12 maanden. Om de voorlopige erkenning te bekomen, moet een gunstig advies van de Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd, over de inwerkingstelling van het opvoedingsproject, bij de aanvraag tot erkenning worden gevoegd.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 13. De Minister tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 14. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 15 maart 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met het Onderwijs, de Audiovisuele Sector,
de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheids promotie,
Mevr. L. ONKELINX



F. 99 — 1559

[C — 99/29259]

**15 MARS 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi
des subventions pour les centres d'aide aux enfants victimes de maltraitements**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse;

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

Vu le décret du 16 mars 1998 relatif à l'aide aux enfants victimes de maltraitements;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi de subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

Vu l'avis du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné le 7 octobre 1998;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 11 décembre 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 décembre 1998;

Vu la délibération du Gouvernement du 4 janvier 1999 sur la demande d'avis du Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 26 février 1999, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Champ d'application*

Article 1^{er}. Les conditions particulières d'agrément et d'octroi de subventions pour les centres d'aide aux enfants victimes de maltraitements visés parmi les institutions offrant un hébergement aux jeunes, mentionnées aux articles 1^{er}, 14^o et 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, sont fixées par le présent arrêté.

CHAPITRE II. — *Les missions*

Art. 2. Le centre d'aide aux enfants victimes de maltraitements, ci-après dénommé le centre, a pour mission d'organiser en permanence et s'il échet, d'urgence, un accueil collectif de 15 jeunes qui nécessitent une aide particulière et spécialisée eu égard aux faits de maltraitements dont ils sont les victimes ou dont on suspecte l'existence.

Le centre contribue également à l'élaboration et à l'encadrement de programmes d'aide pouvant être mis en oeuvre à l'issue de l'accueil du jeune par le centre en vue de sa réinsertion familiale, d'un essai de vie en logement autonome et supervisé ou de l'orientation de la situation vers un autre service.

Le centre peut également être tenu d'apporter une aide socio-psycho-pédagogique aux personnes qui assurent en fait la garde du jeune.

Art. 3. L'aide octroyée par le centre doit être pluridisciplinaire et doit pouvoir rencontrer les aspects sociaux, pédagogiques, médicaux, psychologiques et juridiques des situations.

Art. 4. § 1^{er}. Le centre travaille sur mandat d'une instance de décision qui est le conseiller de l'aide à la jeunesse ou le directeur de l'aide à la jeunesse ou le tribunal de la jeunesse, dans le cadre de l'application du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse ou de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse.

§ 2. Le mandat précise les objectifs poursuivis, ses motifs et sa durée qui est de maximum six mois. Un mandat ne peut concerner plus d'un jeune. Un nouveau mandat d'une même durée peut être décerné à l'issue du premier mandat.

§ 3. Le centre adresse un rapport à l'instance de décision, dans un délai de quinze jours qui suit la date du mandat. Ce rapport précise les demandes de l'instance de décision et éventuellement celles des bénéficiaires, il contient une analyse de la situation et les particularités du programme d'aide envisagé.